

FAIRE PENCHER LA BALANCE

Vers des politiques façonnant des investissements et des marchés agricoles favorables aux petits agriculteurs

BILL VORLEY

CHERCHEUR PRINCIPAL, GROUPE MARCHÉS DURABLES, IIED

LORENZO COTULA

CHARGÉ DE RECHERCHES, GROUPE RESSOURCES NATURELLES, IIED

MAN-KWUN CHAN

CONSULTANTE INDÉPENDANTE

Une vague récente d'acquisitions foncières à grande échelle et d'autres investissements commerciaux dans l'agriculture a suscité des inquiétudes concernant la marginalisation des petits producteurs. Le présent rapport examine sous un jour nouveau le rôle des politiques publiques et de la gouvernance des marchés dans la garantie d'un développement durable inclusif. Il identifie les principaux leviers de politiques et la manière dont ils font pencher les investissements commerciaux en faveur de l'agriculture à petite ou à grande échelle, ainsi que la façon dont ces leviers influencent la gouvernance des marchés pour limiter ou soutenir une distribution équitable des risques et des récompenses entre les petits producteurs et le reste du marché. Une grande partie de ce rapport est consacrée à identifier des éléments de politiques qui peuvent expressément contribuer à des résultats équitables sur le plan du genre. L'analyse est axée sur les politiques nationales, les politiques internationales étant traitées dans la mesure où elles ont une incidence sur les processus nationaux de politiques et d'investissements. Le travail a été appuyé par quatre études de cas, menées au Guatemala, au Nigéria, en Tanzanie et aux Philippines.

www.iied.org

www.oxfam.org



AVANT-PROPOS

L'agriculture revient à l'ordre du jour. Presque deux milliards de personnes sont tributaires de 500 millions de petites exploitations dans les pays en développement et les prix des produits alimentaires sont élevés et volatiles depuis cinq ans ; c'est pourquoi le monde entier prend maintenant conscience de la nécessité d'investir davantage dans l'agriculture. Dans le contexte de la déréglementation et de la libéralisation des marchés agricoles, de la crise économique actuelle et de l'intérêt manifesté par des entreprises et autres entités pour accéder aux biens fonciers, agricoles et en eau, on accorde désormais plus d'importance aux investissements privés.

Le double avantage potentiel que représente la possibilité de donner du travail aux personnes les plus pauvres tout en garantissant assez de nourriture pour tous est une idée séduisante. Les investissements de ce type peuvent assurément réduire le déficit de ressources de production (technologies, compétences et infrastructures) dont souffrent de nombreux pays en développement, et donner lieu à des avantages économiques. Cependant, à ce jour, ils ont souvent échoué à générer des impacts positifs en termes de réduction de la pauvreté, de bien-être ou d'efficacité des ressources. Ils ont aussi souvent été insensibles au rôle fondamental que jouent les femmes dans la production alimentaire, et aux corvées dont elles doivent s'acquitter pour entretenir les exploitations et s'occuper de leur famille, et ce sans être rémunérées ou constater des améliorations sensibles dans leur vie.

Oxfam et l'IIED travaillent tous deux sur des modèles commerciaux qui cherchent à établir des relations équitables et transparentes entre des grandes entreprises et des petits producteurs afin de soutenir les moyens de subsistance durables, les droits des femmes et la réduction de la pauvreté. Nous avons vu comment les occasions manquées en termes de politiques publiques et les échecs du marché peuvent entraver les progrès, le rôle du gouvernement et des politiques publiques ayant relativement peu figuré, ces quelques dernières années, dans le discours portant sur les investissements et le développement des marchés agricoles. Ces recherches ont pour but de remédier à ces lacunes en matière de gouvernance.

Les recherches menées ont mis en relief les leviers de politiques clés et les innovations sur le plan des politiques publiques qui peuvent façonner de meilleurs programmes de moyens de subsistance, pour aider Oxfam à identifier des manières de donner lieu à de meilleurs résultats pour un développement agricole durable à travers les politiques de programme et le plaidoyer. Elles indiquent par ailleurs quelles sont les opportunités de renforcer les liens entre les enseignements découlant de nos programmes et notre campagne CULTIVONS, laquelle cherche à établir une nouvelle gouvernance mondiale qui permette d'éviter les crises alimentaires tout en accroissant les investissements publics et privés capables de soutenir la production alimentaire à petite échelle.

Pour l'IIED, ces recherches ont été l'occasion de développer deux dimensions de son travail. D'un côté, le travail portant sur les investissements agricoles, les acquisitions de terres à grande échelle et les modèles d'investissements inclusifs, et de l'autre côté, le travail ayant trait à la gouvernance des marchés agricoles afin d'améliorer l'inclusion des petits agriculteurs.

Nous espérons que le présent rapport contribuera également à faire tomber les murs qui séparent les approches de programme et de plaidoyer concernant l'amélioration des moyens de subsistance des femmes et des hommes, et encouragera les lecteurs à appréhender les investissements agricoles et la gouvernance des marchés comme un seul domaine de politiques dont les éléments sont étroitement liés. Ce rapport propose quelques conclusions précises portant sur les leviers de politiques pertinents et la manière dont ils peuvent faire pencher la balance de manière à favoriser ou à défavoriser les petits producteurs et productrices, en se servant d'exemples d'études de pays menées au Guatemala, au Nigéria, en Tanzanie et aux Philippines, ainsi que de références mondiales plus générales. L'aspect le plus important est peut-être que le rapport fournit un cadre d'analyse que, nous l'espérons, d'autres choisiront d'appliquer aux politiques particulières qui conviennent à leur propre pays ou contexte local.

Jeremy Hobbs, Directeur exécutif, Oxfam International

Camilla Toulmin, Directrice, IIED

RÉSUMÉ

Il va falloir investir davantage dans l'agriculture si l'on veut que le secteur satisfasse une liste croissante d'attentes, de la réduction de la pauvreté rurale à la sécurité alimentaire, en passant par la bonne gestion des ressources naturelles et la résilience au changement climatique. Face au niveau élevé et à la volatilité des prix des produits alimentaires, les gouvernements ont accru leurs engagements en faveur d'investissements publics dans l'agriculture, mais ces engagements ne se sont pas concrétisés. Au lieu de cela, on a accordé une grande attention à la création d'un environnement propice à l'investissement privé. De fait, on assiste à un retour massif des investissements dans le secteur, dont la plupart proviennent d'investisseurs commerciaux, et non de gouvernements.

Attirer des investissements n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'arriver à une fin. La qualité de l'investissement, c'est-à-dire sa capacité à aider un pays à poursuivre ses buts déclarés en matière de politiques publiques, est cruciale. Les buts déclarés qui étayent les politiques de promotion de l'investissement englobent souvent l'amélioration des moyens de subsistance des femmes et des hommes, tout en respectant l'environnement, afin de contribuer à un développement inclusif et durable.

À l'échelle mondiale, l'agriculture est dominée par les petits producteurs, qui restent la principale source d'investissement agricole dans de nombreux pays ; environ 500 millions de petites exploitations subviennent aux besoins de presque deux milliards de personnes, soit près d'un tiers de la population mondiale. Les femmes jouent un rôle essentiel. En Tanzanie, par exemple, on constate que les femmes produisent environ 70 % des cultures alimentaires. Par conséquent, les grandes questions relatives au développement durable et inclusif pour les investissements commerciaux dans l'agriculture sont celles de savoir (a) si les investissements commerciaux soutiendront, éviteront ou marginaliseront les petits producteurs et les femmes ; et (b) quel rôle les politiques publiques peuvent jouer pour faire pencher la balance des investissements commerciaux et des avantages découlant des marchés agricoles en faveur des modèles de développement favorables aux petits agriculteurs et aux femmes, tout en respectant l'environnement.

Tel était le raisonnement à l'origine de cette collaboration entre Oxfam GB et l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) – analyser les leviers de politiques publiques sur les investissements agricoles et la gouvernance des marchés agricoles qui peuvent faire pencher les investissements commerciaux soit en faveur des modèles agroindustriels soit en faveur des modèles favorables aux petits producteurs et aux femmes.

Ce rapport élabore un cadre permettant d'examiner le rôle des politiques publiques sur trois niveaux : au niveau des éléments fondamentaux des politiques agricoles (section 2) ; au niveau de l'exercice d'une influence directe sur les investissements (section 3) ; et au niveau de la gouvernance des marchés (section 4). Les leviers de politiques principaux sont résumés dans le tableau 1, et développés à la fin de chacune des sections.

Ce travail s'est appuyé sur quatre études de cas de pays, menées au Guatemala, au Nigéria, en Tanzanie et aux Philippines, et a été dirigé par des chercheurs nationaux.

Tableau 1 : Résumé des leviers de politiques publiques sur les investissements agricoles et la gouvernance des marchés agricoles

Niveau	Leviers de politiques publiques
Éléments fondamentaux	Agriculture dans le cadre des politiques de développement plus générales Infrastructures et institutions Lois et politiques transversales en matière de genre « Voix » (expression de points de vue) et participation
Investissements agricoles	Politiques d'investissement Contrôle des terres et des ressources naturelles Conditions pour l'accès des investisseurs aux terres et aux ressources naturelles Agriculture sous contrat et relations au sein des chaînes d'approvisionnement
Gouvernance des marchés	Soutien aux organisations de producteurs Diversité des débouchés commerciaux Coordination des marchés Politique en matière de concurrence Quotas et préférences des marchés Politiques publiques pour les normes privées Politique commerciale

L'étude a abouti à six ensembles de conclusions étroitement liés.

1. Les politiques publiques sont importantes, mais elles défavorisent actuellement les petits producteurs

Pour y remédier, il faudra investir dans l'agriculture à petite échelle, tant dans les infrastructures physiques ou les services qui permettent aux petits agriculteurs, et en particulier aux femmes, d'investir dans les cultures commerciales et vivrières, que dans les infrastructures de politiques publiques qui répondent à leurs besoins et qui favorisent l'expression d'opinions et la participation et la capacité de s'en servir. Un manque d'infrastructures appropriées, tant physiques qu'en matière de politiques publiques, tend à privilégier l'agriculture à grande échelle plutôt que celle à petite échelle, en accroissant le coût d'obtention des produits auprès de petites exploitations multiples éparpillées, et font qu'il est probable que les investisseurs préféreront produire sur des terres qu'ils possèdent ou louent eux-mêmes. Les investissements agricoles sont dès lors susceptibles de suivre un modèle à deux niveaux d'exploitations commerciales jouant le rôle d'avant-postes d'entreprises mondiales d'agrobusiness qui opèrent séparément de la majorité des petites exploitations situées en marge de l'économie ou de la vie politique. Les investissements publics dans les infrastructures physiques et de politique publique peuvent améliorer la bonne disposition des petits agriculteurs à recevoir des investissements et promouvoir des modèles commerciaux qui soutiennent les petits producteurs, avec les avantages associés pour la réduction de la pauvreté, la cohésion sociale et la gestion des ressources naturelles.

2. Les climats d'investissement qui soutiennent l'investissement dans les petits agriculteurs et les investissements des entreprises dans l'agriculture, bien qu'ils aient des éléments communs, ne sont pas les mêmes.

En général, les investisseurs commerciaux sont attirés par les retours qui peuvent être générés à partir de l'agriculture à grande échelle, laquelle peut ou non avoir recours aux petits agriculteurs en tant qu'unités de production « satellites ». Bien que les politiques publiques

puissent favoriser des connexions plus nombreuses et plus justes entre les investisseurs commerciaux et les petits producteurs (notamment à travers la surveillance des contrats, des moyens incitatifs pour l'organisation des producteurs et la surveillance des relations commerciales entre les producteurs et les acheteurs), ces liens au sein des chaînes de valeur sont plus susceptibles de fonctionner pour un segment particulier des sociétés rurales (auxquelles on fait référence dans ce rapport comme au Monde rural 1 [*Rural World 1* en anglais], voir encadré 1). Ce segment n'englobe que les premiers 2 à 10 % des petits producteurs, principalement des hommes, qui sont dotés des biens et de l'accès au capital, aux moyens de s'organiser, aux informations et aux infrastructures leur permettant de « passer à la vitesse supérieure » et accéder aux marchés formels et coordonnés. Les investisseurs privés qui travaillent avec un petit groupe de producteurs peuvent créer des îlots d'excellence dans un environnement infrastructurel généralement médiocre, mais les infrastructures et services soutenus par les gouvernements peuvent permettre aux petits agriculteurs faisant partie du Monde rural 2 de prendre les risques associés au passage à la vitesse supérieure pour accéder à ces marchés modernes.

3. Les politiques publiques doivent répondre à la diversité des sociétés rurales

Le défi consistant à promouvoir le développement durable et inclusif dans les zones rurales ne pourra être relevé que s'il y a des politiques d'investissement qui répondent aux divers besoins et aspirations des nombreux sous-groupes différents des sociétés rurales.

Ce rapport signale les dangers associés aux politiques « taille unique » qui ne tiennent pas compte du caractère divers des ménages et des moyens de subsistance des petits exploitants et qui présentent de fait les petits agriculteurs comme des modèles réduits des agriculteurs de grande échelle (et de sexe masculin). Il existe une logique économique de poids qui étaye l'investissement dans des systèmes agricoles variés adaptés aux différents « mondes ruraux », qui tendent à se chevaucher où qu'ils se situent, afin de fournir de meilleurs débouchés commerciaux, de meilleures technologies et - aspect tout particulièrement important pour les sans-terre et les femmes - de meilleurs emplois, ainsi que des réformes qui améliorent l'accès des populations aux ressources naturelles et le contrôle qu'elles exercent sur ces ressources.

Par exemple, pour les producteurs ruraux qui ne sont pas formellement organisés sur le marché (Monde rural 2), les leviers de politiques les plus pertinents concernent l'amélioration des institutions et de la gouvernance des marchés intérieurs, y compris les échanges commerciaux « traditionnels » et informels qui forment le principal lien entre les petits agriculteurs et les consommateurs de faible revenu. Les marchés informels sont tout particulièrement importants pour les femmes, de sorte qu'il faut mettre en place des politiques visant à renforcer et non à affaiblir ces marchés, ainsi que des mesures conçues pour remédier aux contraintes qui empêchent les femmes d'accéder aux marchés. De simples investissements dans des infrastructures physiques, tels que des espaces de marchés locaux, ou des investissements dans la transformation au niveau local peuvent aboutir à des résultats importants. Toutefois, l'entreposage et l'emmagasinage, la diffusion d'informations sur les marchés ou les échanges transparents de denrées peuvent aussi, lorsqu'ils sont bien conçus, réduire l'impact de l'éloignement des marchés et atténuer les risques. Cela permet à la fois d'assurer une plus grande résilience parmi les petits producteurs relativement vulnérables et de donner plus d'opportunités de prise de risques, en particulier aux femmes et aux petits producteurs. Les gouvernements disposent d'autres leviers de politiques importants pour renforcer le pouvoir d'organisation et le pouvoir qu'exercent sur les marchés les petits producteurs (y compris orienter le soutien destiné aux groupes informels, étant donné la prédominance des femmes au sein de ces organisations), encourager l'achat de biens publics et la mise en place d'une sécurité alimentaire via les petits producteurs, fournir une plus grande diversité de débouchés commerciaux, faire en sorte que les normes et la certification fonctionnent mieux pour les petits agriculteurs, démanteler les cartels et les monopoles, améliorer la stabilité des prix et la part de la valeur sur le marché revenant aux producteurs, et/ou garantir des préférences de marché aux producteurs à petite échelle ou familiaux, par exemple dans les quotas d'exportation ou dans l'acquisition publique, ou encore en protégeant les petites exploitations de la concurrence des importations.

Par ailleurs, pour les groupes du Monde rural 3, qui n'ont qu'une petite surface de terre ou d'autres biens, le travail salarié est tout particulièrement important, et les mesures en vue de promouvoir des relations de travail équitables et des secteurs créateurs d'emplois constituent une importante partie de la promotion de modèles plus inclusifs d'investissements agricoles. Par exemple, il y a des problèmes liés aux mauvaises conditions de travail dans les plantations et entreprises de conditionnement alimentaire qui doivent être résolus à travers les politiques publiques et les pratiques des entreprises. Les infrastructures sociales sont importantes, en particulier pour les femmes, comme l'éducation et les soins de santé, ainsi que la protection sociale et les programmes d'épargne informels. Des réformes redistributrices sont aussi requises pour accroître l'accès aux terres et aux autres ressources naturelles. Les mécanismes intégrés de protection sociale (comme les lois portant sur le travail en Inde) peuvent réduire la vulnérabilité face aux chocs et contribuer à renforcer les infrastructures telles que les systèmes d'irrigation, lesquelles peuvent à leur tour renforcer la résilience au changement climatique.

Encadré 1 : Trois mondes ruraux

- **Monde rural 1** : Il s'agit des 2 à 10 % des producteurs qui ont accès au capital, aux moyens de s'organiser, à l'information et aux infrastructures, qui peuvent facilement « passer à la vitesse supérieure » pour accéder aux marchés formels et coordonnés. Autrement dit, les plus riches des pauvres.
- **Monde rural 2** : Il s'agit de la majorité des petits agriculteurs, qui « s'accrochent », et qui se montrent en général plus réticents que ceux du MR1 à investir dans le volet agricole de leurs moyens de subsistance. Ils sont également moins susceptibles d'être formellement organisés sur le marché, mènent vraisemblablement des activités commerciales avec le secteur informel et tirent peut-être une partie de leurs revenus d'activités salariées. Les institutions étatiques et les sociétés agroalimentaires modernes sont généralement inaccessibles pour les petits agriculteurs du MR2.
- **Monde rural 3** : De nombreux ménages de petits agriculteurs sont presque des sans-terre ; des enquêtes menées en Afrique sub-saharienne ont montré qu'au moins 25 % d'entre eux sont dans cette position, autrement dit contrôlent moins de 0,11 hectare par habitant. Les métayers et les ouvriers agricoles sont souvent les citoyens ruraux les plus marginalisés. Il y a environ 450 millions de travailleurs agricoles de par le monde, dont 200 millions ne sont pas en mesure de pourvoir à leurs besoins fondamentaux. Les petites exploitations du MR3 ont plus de chances d'être des ménages dirigés par des femmes et d'être tributaires des opportunités de travail à l'extérieur des exploitations agricoles. Il est possible que les politiques publiques et les initiatives commerciales qui soutiennent la production par les petits agriculteurs ne pourvoient pas aux besoins de ces groupes.

4. Il existe des innovations sur le plan des politiques en matière d'investissement inclusif

En général, les tendances dominantes des politiques privilégient les acquisitions de terres à grande échelle plutôt que le développement des petites exploitations agricoles. Cette tendance a son origine dans différentes politiques, dont celles qui réglementent la promotion des investissements et le contrôle des terres et des ressources naturelles. Mais les études de cas entreprises pour ce rapport et les autres écrits portant sur ce sujet offrent aussi des exemples de politiques novatrices qui soutiennent l'investissement par les petits agriculteurs et encouragent des modèles d'investissement par les entreprises qui les incluent. Les mesures qui renforcent le contrôle local exercé sur les terres et les ressources naturelles, y compris les exigences juridiques liées à la consultation locale et au consentement libre, informé et préalable, à la réglementation efficace des investissements commerciaux et à l'action gouvernementale ciblée pour promouvoir l'inclusion équitable des petits producteurs dans les chaînes de valeur tendent toutes à promouvoir les formes les plus inclusives d'investissement dans l'agriculture. Mais aucune politique n'a été identifiée concernant la réglementation des investissements qui aborde de manière adéquate les importantes dimensions de genre des

investissements agricoles. Il existe un potentiel considérable d'innovation sur le plan des politiques ciblant l'égalité de genre, comme celles qui aideraient les femmes à surmonter leur « pauvreté en temps » ou à garantir leur contrôle sur les biens essentiels.

5. Une mise en œuvre efficace est vitale

On observe un écart majeur entre les bonnes intentions au stade des politiques et ce qui a vraiment lieu sur le terrain. Pour être efficaces, les politiques doivent se baser sur une conception mûrement réfléchie, mais aussi sur un investissement soutenu dans la mise en œuvre. Il s'agit entre autres de renforcer les capacités des agences gouvernementales et des organes de réglementation, ainsi que celles des groupes qui profiteraient assurément d'une mise en œuvre efficace, y compris les petits producteurs eux-mêmes. Les mécanismes de résolution de différends sont aussi essentiels. Il faut également distribuer les budgets de manière à traduire l'intention des politiques, les cibles pertinentes et une mise en œuvre orientée sur les petites exploitations agricoles. Les capacités et l'influence des « machines » nationales chargées de promouvoir des objectifs d'égalité de genre doivent elles aussi être renforcées. De même, il faut remédier aux conflits qui surgissent fréquemment entre les lois progressistes, d'un côté, et les normes coutumières qui pérennisent l'inégalité de genre, comme la distribution patriarcale des terres, de l'autre.

6. La politique est importante

Certains droits acquis empêchent d'obtenir des résultats socialement optimaux mais, sans analyse politique, on risque de supposer que les personnalités politiques choisissent les politiques publiques de manière socialement optimale et de construire une analyse normative qui se concentre sur des solutions techniques aux défis de la libéralisation économique. Il existe aussi le risque d'approuver tacitement les racines macroéconomiques et politiques de la pauvreté et, ainsi, de réduire les buts politiques de développement inclusif et durable à des stratégies défensives visant à atténuer la pauvreté et la dégradation environnementale.

L'exercice de pression et le plaidoyer ne doivent pas cesser lors de l'introduction de nouvelles politiques publiques, mais ils doivent se poursuivre afin d'assurer des interventions destinées à soutenir les petits agriculteurs et les femmes, et d'éviter toutes conséquences imprévues. La question finale se pose alors concernant les investissements qui sont requis pour garantir des politiques inclusives. Cela est fortement lié à la transparence et la redevabilité, pour permettre aux citoyens d'exercer une surveillance, et à des innovations qui créent un espace dédié aux petits agriculteurs et soutiennent leurs capacités afin que ces derniers puissent se faire entendre auprès des institutions influentes chargées de formuler les politiques. Mais les politiques de ce type doivent également reconnaître que le monde de l'agriculture à petite échelle et son commerce associé sont largement informels, et hors de portée pour la plupart des instruments et institutions de politiques publiques.

Certains investissements commerciaux dans l'agriculture sont indésirables, quelles que soient les circonstances, par exemple si les investissements aboutissent au déboisement à grande échelle ; ou s'ils ne sont en rien liés à l'économie intérieure ou n'ont sur cette dernière aucun effet multiplicateur ; ou s'ils ne privilégient qu'un petit groupe de la population rurale ; ou s'ils n'apportent aucune contribution à la sécurité alimentaire au sein du pays. Mais une utilisation efficace des leviers de politiques publiques peut bien fonctionner au moment de promouvoir des modèles d'investissements commerciaux qui encouragent un développement inclusif et durable. Tandis que nous entrons dans une période incertaine d'extrêmes en termes de prix des produits de base, de changements climatiques et de changements générationnels, et que le désenchantement concernant les moyens de subsistance agricoles dissuade les jeunes de se lancer dans l'agriculture, faire en sorte que cet environnement politique puisse bien régir les investissements et les marchés est plus important que jamais.

Ce rapport de recherche a été écrit pour partager les résultats de recherche, contribuer au débat public et inviter à réagir sur le développement et sur la politique et la pratique humanitaire. Ils ne reflètent pas nécessairement les politiques générales d'Oxfam et de l'IIED. Les avis exprimés sont ceux de l'auteur et pas nécessairement ceux d'Oxfam ou de l'IIED.

La version intégrale du rapport sur lequel se fonde le résumé est disponible en anglais sur <http://www.oxfam.org.uk/policyandpractice>

Pour plus d'informations, ou pour partager un commentaire sur ce rapport, envoyer un e-mail à jthorpe@oxfam.org.uk

© Oxfam International décembre 2012

Cette publication est soumise à des droits d'auteur, mais le texte peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-240-0 en décembre 2012. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui travaillent ensemble dans 94 pays, dans le cadre d'un mouvement mondial en vue du changement, afin de construire un avenir libre de l'injustice de la pauvreté. Veuillez écrire à l'une des agences pour obtenir un supplément d'information, ou visiter le site www.oxfam.org.

www.oxfam.org

IIED

L'Institut International pour l'Environnement et le Développement est l'une des plus importantes organisations de recherche du monde en matière de politiques dans le domaine du développement durable. Grâce à son large réseau de partenaires, l'IIED contribue à lutter contre les plus grands problèmes de notre époque, de celui du changement climatique et des villes aux pressions s'exerçant sur les ressources naturelles, en passant par les forces qui influencent les marchés mondiaux.

Shaping Sustainable Markets est le projet de recherche phare pour le groupe Marchés durables (*Sustainable Markets Group*) de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED).

Les marchés peuvent-ils être « gouvernés » de manière à mieux profiter aux populations et à la planète ? Ce projet examine l'impact individuel et conjugué des mécanismes de gouvernance des marchés sur le développement durable pour déterminer ce qui donne de bons résultats, où et pourquoi. Certains de ces mécanismes sont bien établis. D'autres sont des idées innovantes qui doivent encore être mises à l'épreuve dans le monde réel.

Nous souhaitons améliorer et élargir la compréhension de la manière dont les mécanismes de gouvernance des marchés peuvent être conçus et utilisés pour rendre les moyens de subsistance plus sûrs et protéger les environnements. Pour en savoir plus sur notre travail, rendez-vous sur

<http://shapingsustainablemarkets.iied.org>

www.iied.org